

EN PRÉSENCE DE 1050 INVITÉS

La prestation de serment aura lieu ce dimanche

Abdelaziz Bouteflika entamera officiellement son troisième mandat à la tête du pays dimanche 19 avril, dans l'après-midi.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Pour cause, la cérémonie de prestation de serment est prévue ce jour-là, en fin de matinée, au palais des Nations à Club-des-Pins.

C'est ce que nous confie une source bien informée, qui nous apprend, par ailleurs, que «pour cette cérémonie inaugurale du troisième mandat, la présidence de la République a convié pas moins de 1 050 invités».

Y assisteront, en effet, les membres du gouvernement, les hauts cadres de l'Etat, les 48 walis,

mais aussi — et c'est ce qui explique ce chiffre impressionnant — l'ensemble des parlementaires (députés et sénateurs) des deux chambres.

«Traditionnellement, n'assistaient aux cérémonies de prestation de serment que les présidents des deux chambres et les présidents de commission. Or, pour cette fois, le président a tenu à inviter tout le monde, car il veut faire de l'occasion un événement grandiose.» Tout ce beau monde, en plus d'autres invités comme les présidents de partis

politiques, des responsables d'organisations nationales, etc., assistera par la suite au premier discours du troisième mandat.

Cette intervention, très attendue après la «surprenante» campagne de Bouteflika, «permettra, selon notre source, au président de conforter sa nouvelle ligne de conduite à l'égard du courant islamiste et du phénomène terroriste. De même qu'il sera question d'y fixer les priorités nationales pour les cinq années à venir».

Des «priorités» dont aura la charge le gouvernement Ouyahia. Car, si conformément aux dispositions légales et aux usages, Ouyahia présen-



Photo: Samir Sid

tera dans l'après-midi de dimanche la démission de son gouvernement, notre source nous confie, par

ailleurs, que le Premier ministre actuel sera reconduit dans ses fonctions.

«Avec quasiment la même équipe gouvernementale.»

K. A.

SNMG

Entre la promesse électorale et la réalité du terrain

L'annonce faite par le président de la République, le 23 février dernier, de revaloriser le salaire minimum garanti (SNMG) sera-t-elle effective à moyen terme ? Le patronat, partie prenante de la tripartite, accompagnera-t-il sans condition cette augmentation ? Deux interrogations soulevées au moment où la conjoncture socio-économique nationale est dominée par une érosion sans précédent du pouvoir d'achat et un recul important de la production locale.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Conformément à la réglementation, la révision à la hausse du SNMG devait faire l'objet d'une négociation entre les principaux partenaires, à savoir le gouvernement, les représentants des travailleurs et le patronat.

Mais à la différence des précédentes revalorisations, celles de 2003 et de 2006 ont été «décidées» en dehors de la tripartite. Ainsi, à la place des trois partenaires, c'est le président de la République qui a «fixé» le taux de revalorisation du SNMG.

La tripartite, cadre approprié pour décider du taux de l'augmentation salariale des travailleurs de la Fonction publique, était «vidée» de ses prérogatives.

C'est dans cette optique que le président de la République «récidive», en annonçant, le 23 février depuis Arzew, à l'occasion du double anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures et de la création de l'UGTA, une prochaine revalorisation du SNMG.

Depuis, des questions se posent : à quand la tenue de la tripartite pour réaliser la promesse du président ? A quel taux le

SMIG sera-t-il revalorisé ? La crise financière mondiale et son éventuel impact sur l'Algérie influenceront-ils sur la décision des pouvoirs publics ? Quelles seront les conditions du patronat ? Cette revalorisation est-elle tributaire d'une seconde évaluation du pacte économique et social ?

Pour rappel, la feuille de route, présentée le 1^{er} octobre 2006 comme le résultat d'un «large

consensus» autour du programme du président de la République, devait produire une véritable relance économique qui allait à son tour engendrer une dynamique positive dans la sphère sociale.

En fait, le pacte constituait, aux yeux de ses signataires, la solution pour «la consolidation de la stratégie nationale de développement», «la mobilisation des capacités nationales productives» et

«la promotion du bien-être social».

Selon des analystes de la question socio-économique, les pouvoirs publics seront sans aucun doute dans l'obligation de prendre en considération tous les paramètres, avant la mise en application de leur engagement. Obligeront-ils le patronat à soutenir sans condition cette augmentation ?

Une fois la hausse des salaires des fonction-

naires acquise, passera-t-on à la seconde phase qui consiste à une réactualisation des conventions de branche et des conventions collectives des travailleurs du secteur économique, sachant que certains opérateurs n'ont, jusque-là, pas encore franchi la première étape ?

Les préalables de la revalorisation du SNMG sont véritablement posés.

A. B.

RÉÉVALUATION DU SNMG, AUGMENTATION

DE LA BOURSE D'ÉTUDIANT ET DÉCOUPAGE ÉLECTORAL

Bouteflika tiendra-t-il ses engagements ?

A peine réélu, le «nouveau» président doit faire face à ceux à qui il a fait beaucoup de promesses avant et pendant la campagne électorale. L'augmentation du SNMG, la réévaluation de la bourse d'étudiant, le nouveau découpage électoral promis par Bouteflika seront-ils concrétisés ?

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Avant même le lancement officiel de la campagne électorale, Bouteflika avait — au détriment de toute éthique — entamé des périples à travers plusieurs wilayas. Il avait mis à profit ses sorties pour multiplier les annonces.

A Arzew, Bouteflika avait ouvert le bal des promesses en s'adressant à l'occasion du 24 Février, à un parterre de travailleurs et de syndicalistes. «Je m'engage à augmenter le salaire national minimum garanti dans les prochains mois, si je suis élu.

Nul doute que la prochaine réunion de la tripartite permettra, dans le cours de cette année, de faire évoluer encore ce salaire de référence», avait-il lancé à l'adresse d'une salle chauffée à blanc.

Le monde du travail qui a enregistré cette promesse attend la tenue de la prochaine tripartite pour connaître le montant de cette hausse annoncée. Il est de notoriété publique que la tripartite, vidée de son sens, n'est qu'un cadre factice, une parodie de négociations qui, au final, s'en remet au président de la République à qui revient le «privilege» de décider du montant à octroyer aux travailleurs.

Ne s'arrêtant pas en si bon chemin, le président qui, à l'époque, ne s'était pas encore drapé officiellement de la veste de candidat à sa propre réélection n'a pas hésité à cibler une autre catégorie d'électeurs potentiels.

Depuis Sidi-Bel-Abbès où il assistait à la conférence nationale sur la formation, Bouteflika n'a pas

hésité à dire : «J'ai le plaisir d'annoncer que les bourses universitaires connaîtront une augmentation de 50% pour les étudiants de graduation et en postgraduation.»

Si la promesse est tenue, les étudiants qui perçoivent actuellement une bourse de 2 700 DA par trimestre, soit 900 DA/mois, recevront 1 350 par mois, soit 4 050 DA par trimestre.

Le chef de l'Etat a annoncé également, une prime mensuelle de 12 000 DA par mois au profit des étudiants en doctorat ne disposant pas d'un salaire. Une annonce qui avait surpris plus d'un puisque la question de l'augmentation de la bourse des étudiants n'a jamais fait partie des priorités.

Le ministre de l'Enseignement supérieur avait, à maintes reprises, fait savoir qu'il n'était pas question de revoir à la hausse la bourse d'étudiant, considérant que l'Etat algérien faisait assez pour cette frange de la société. L'élection présidentielle a visiblement changé la

donne. Il en est de même pour le dossier du découpage électoral.

Otage depuis de longues années des conflits d'intérêt et des lobbys locaux, il a refait surface lors de la campagne électorale. De l'aveu même du chef du gouvernement, la nouvelle carte des wilayas sera bientôt dévoilée. Elle comporterait pas moins de 65 wilayas contre 48 actuellement. Bouteflika avait confirmé l'option le 5 juillet dernier avant que d'autres relais ne se chargent de la promotion du sujet et que la campagne ne lui donne à nouveau vie.

Ce projet consiste, entre autres, à promouvoir des daïras au statut de wilayas. Le ministre avait, précédemment, annoncé que quelque 95 daïras étaient concernées par le nouveau découpage administratif et seraient promues au rang de wilayas déléguées.

Ces nombreuses promesses seront-elles honorées ? Wait and see...

N. I.